

Ecole : l'uniforme embarrassé



SIPA PRESS

En novembre, sept députés Renaissance ont proposé que les élèves français se voient imposer une tenue unique à l'école. Maintenant que les députés Rassemblement national et les sénateurs les Républicains soutiennent la même idée, comment la majorité va-t-elle justifier de s'y opposer ?

Page 3

En novembre, sept députés Renaissance ont proposé que les élèves français se voient imposer une tenue unique

Uniforme à l'école: la macronie prise en tenaille

Effet boomerang

Les sénateurs Les Républicains ont déposé une proposition de loi pour rendre obligatoire le port d'une tenue unique à l'école. Les députés RN ont fait de même. Elle sera examinée ce jeudi à l'Assemblée.

Matthieu Deprieck

L'INITIATIVE de quelques députés Renaissance va-t-elle leur valoir un effet boomerang ? Mi-novembre, sept d'entre eux transmettent à la direction de leur groupe une proposition de loi pour imposer le port de l'uniforme à l'école, révèle *Le Figaro*. La macronie se crispe devant un débat qu'elle sait piégeux. La présidente du groupe Renaissance, Aurore Bergé, affirmait y être favorable en 2021 dans un entretien à *l'Opinion*. Il y a quelques semaines, son vice-président, Sylvain Maillard, lui aussi soutien d'une telle mesure, temporisait. Au terme des

discussions menées en interne par un groupe de travail, une expérimentation pourrait être proposée, confiait-il.

Ce groupe de travail d'une douzaine de députés a mis du temps à se constituer. Il est dirigé par Hadrien Ghomi, favorable à la mesure, et Quentin Bataillon, « whip » (coordinateur) de la commission des affaires culturelles, et donc naturellement, par cette fonction, en contacts réguliers avec le ministre de l'Education nationale, Pap Ndiaye. Ce dernier a rappelé sur BFMTV, mercredi dernier, son opposition, ferme, à l'uniforme scolaire : « Je ne veux pas de loi sur ce sujet. Imposer le port de l'uniforme à tous les élèves, c'est non. » Sa collègue, Sonia Backès, secrétaire d'Etat à la citoyenneté, y est, elle, toujours aussi favorable quand son ministre de tutelle, Gérald Darmanin n'y est pas opposé.



L'exécutif veut éviter à tout prix que ce débat n'expose une ligne de fracture entre la gauche et la droite du gouvernement. Les partisans de la tenue scolaire ont bien compris qu'ils avaient d'ailleurs intérêt à mettre en avant la dimension sociale de leur mesure pour en faire une idée « de gauche ». Elle permet de réduire les inégalités et de soutenir le pouvoir d'achat des parents, avance l'un d'eux. En Nouvelle-Calédonie, terre natale de Sonia Backès, les familles paient une cinquantaine d'euros pour cinq polos (avec mention de la collectivité locale et de l'établissement scolaire), un tee-shirt de sport et un manteau de pluie. Il est par ailleurs question de produire en France ces tenues si une proposition de loi venait à être adoptée. Ce serait donc également une mesure de soutien à l'économie nationale.

Pour l'heure, le groupe de travail consacré à ce sujet avance timidement et sans contrainte d'agenda. « Ça prendra le temps que cela prendra. L'objectif est de ne pas diviser le groupe », soutient Charles Rodwell, député des Yvelines, favorable à une expérimentation. Une seule rencontre s'est tenue, début décembre, autour de Pap Ndiaye.

Après la corrida. Les macronistes ont-ils réellement tout le temps qu'ils souhaitent pour se faire une opinion ? Ce jeudi, les députés du Rassemblement national défendront une proposition de loi pour instaurer l'uniforme dans les établissements scolaires. Le texte est composé d'un article unique, l'exposé des motifs reste très descriptif, le tout insiste sur les bénéfices sociaux d'une telle idée. Comment dès lors les sept députés Renaissance à l'origine d'une proposition de loi similaire pourront-ils s'y opposer jeudi ? Charles Rodwell avance trois raisons : l'obsession du groupe RN pour la question des tenues islamiques, l'absence de tout financement d'une telle mesure et le fait qu'il faudrait passer d'abord par une expérimentation avant d'imposer une obligation. Cet argumentaire n'empêche pas les divisions internes au groupe Renaissance. La députée du Val-de-Marne, Cécile Rilhac est fermement opposée au port d'un uniforme à l'école. Elle a déposé un amendement de suppression à la proposition de loi du Rassemblement national. « Nous ne pouvons pas offrir une tribune au RN et laisser croire que nous partagerions quoi que ce soit avec eux », explique-t-elle. Son amendement

est signé par cinquante députés Renaissance. Une autre partie du groupe s'agace de cette initiative et reproche à Cécile Rilhac une démarche individuelle.

Le rejet, jeudi, de la proposition de loi RN ne signifiera pas la fin des ennuis pour les soutiens d'Emmanuel Macron. Une deuxième lame viendra plus tard du Sénat. La sénatrice LR de Paris, Céline Boulay-Espéronnier vient de déposer une proposition de loi visant à rendre obligatoire le port d'une tenue d'établissement scolaire. Celle-ci, cosignée par le président du groupe LR, Bruno Retailleau, pourrait être discutée au printemps. « Je ne veux pas en faire un sujet droite-gauche », prévient l'élue parisienne qui, à la reprise des travaux parlementaires cette semaine, sondera les autres groupes du Sénat. Ensuite, il faudra bien décider, oui ou non, de l'inscrire à l'ordre du jour de l'Assemblée sauf si le groupe Renaissance a dégagé, d'ici-là, une position commune. Après la corrida, voici la majorité confrontée à un autre vieux débat de la politique et ce sont les macronistes eux-mêmes qui l'ont lancé.

@mdeprieck 

Ce jeudi, les députés du RN défendront une proposition de loi pour instaurer l'uniforme dans les établissements scolaires en insistant sur les bénéfices sociaux d'une telle idée

